



## Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
7 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

### Comité des droits de l'homme

#### Communication n° 2076/2011

#### Constatations adoptées par le Comité à sa 115<sup>e</sup> session (19 octobre-6 novembre 2015)

*Communication présentée par :* Jan Derzhavtsev (non représenté par un conseil)  
*Au nom de :* L'auteur  
*État partie :* Bélarus  
*Date de la communication :* 9 mars 2011 (date de la lettre initiale)  
*Références :* Décision prise par le Rapporteur spécial en application de l'article 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 27 septembre 2010 (non publiée sous forme de document)  
*Date des constatations :* 29 octobre 2015  
*Objet :* Droit à la liberté d'expression ; droit de réunion pacifique  
*Question(s) de procédure :* Défaut de coopération de l'État partie ; épuisement des recours internes  
*Question(s) de fond :* Liberté d'expression ; réunion pacifique  
*Article(s) du Pacte :* 19 (par. 2) et 21  
*Article(s) du Protocole facultatif :* 2 et 5 (par. 2 b))



## Annexe

### **Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (115<sup>e</sup> session)**

concernant la

#### **Communication n° 2076/2011\***

*Présentée par :* Jan Derzhavtsev (non représenté par un conseil)

*Au nom de :* L'auteur

*État partie :* Bélarus

*Date de la communication :* 9 mars 2011 (date de la lettre initiale)

*Le Comité des droits de l'homme*, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Réuni le 29 octobre 2015,*

*Ayant achevé* l'examen de la communication n° 2076/2011 présentée par Jan Derzhavtsev en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Ayant tenu compte* de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

*Adopte* ce qui suit :

#### **Constatations au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif**

1.1 L'auteur de la communication est Jan Derzhavtsev, de nationalité bélarussienne, né en 1950. Il se dit victime de violation par le Bélarus des droits garantis aux articles 19 (par. 2) et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 30 décembre 1992.

1.2 Le 12 janvier 2012, conformément au paragraphe 3 de l'article 97 de son règlement intérieur, le Comité, agissant par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial pour les nouvelles communications et les mesures provisoires, a décidé d'examiner la question de la recevabilité de la communication en même temps que le fond.

---

\* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujall Seetulsingh, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

### Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 Le 22 novembre 2010, l'auteur a été arrêté par des policiers alors qu'il se tenait dans la rue Lénine, dans la ville de Vitebsk, portant une pancarte où figurait l'inscription « Boycottez ». Il voulait ainsi exprimer son opinion quant aux élections présidentielles biélorussiennes qui devaient avoir lieu le 19 décembre 2010. Selon l'auteur, deux personnes seulement ont pris part à ce piquet ; ni l'une ni l'autre n'a gêné les déplacements des piétons ni entravé la circulation des véhicules des transports publics, et la sécurité des passants a été assurée par l'auteur, qui avait organisé la manifestation.

2.2 Le même jour, le cas de l'auteur a été examiné par le tribunal du district de Zheleznodorozhnyi à Vitebsk, qui a condamné l'auteur à une amende de 350 000 roubles biélorussiens.

2.3 L'auteur a fait appel de la décision du tribunal de district auprès du tribunal régional de Vitebsk et de la Cour suprême du Bélarus, le 25 novembre 2010 et le 5 janvier 2011, respectivement. Les deux appels ont été rejetés au motif que l'auteur n'avait pas obtenu l'autorisation d'organiser une manifestation et que celle-ci n'avait pas eu lieu dans l'un des endroits désignés pour la tenue de manifestations collectives.

2.4 L'auteur fait observer que le droit d'exprimer publiquement une opinion est garanti par la Constitution du Bélarus, à l'article 33, et que le droit de rechercher et de diffuser des informations l'est aussi, à l'article 34.

2.5 L'auteur ajoute que la législation en vigueur au Bélarus n'interdit pas de faire campagne pour inciter à participer aux élections ou à les boycotter. De plus, il n'existe aucune obligation légale de participation au scrutin.

2.6 De l'avis de l'auteur, les restrictions que la loi impose actuellement aux citoyens limitent considérablement la réalisation effective du droit à la liberté d'expression, y compris du droit de partager sa propre opinion. L'auteur a donc choisi d'exprimer son opinion en faveur du boycott des élections dans un lieu public où il pouvait le mieux attirer l'attention sur ses vues en matière civique et politique.

### Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme être victime de violation par le Bélarus des droits garantis aux articles 19 (par. 2) et 21 du Pacte.

3.2 L'auteur affirme que l'interruption de sa manifestation par la police, son arrestation et l'amende administrative qui lui a été infligée ont constitué des restrictions arbitraires de sa liberté d'expression et de son droit de réunion pacifique, en violation des articles 19 (par. 2) et 21 du Pacte, en ce qu'il a été privé de la possibilité d'exprimer ses vues en matière civique et politique et a été empêché d'attirer l'attention des citoyens sur son soutien au boycott des élections présidentielles. Il affirme également que lors de la manifestation en question, il n'a porté atteinte ni aux droits ni à la liberté de mouvement d'autrui ; de plus, deux personnes seulement participaient au piquet. Il souligne que son action de protestation n'a occasionné aucun encombrement ni trouble d'aucune sorte. Il soutient que les autorités n'ont pas expliqué pourquoi, dans une société démocratique, la restriction était nécessaire dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, pour la protection de la santé ou de la morale publiques ou celle des droits et libertés d'autrui.

3.3 Conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du Protocole facultatif, l'auteur demande au Comité de constater que les faits dont il est saisi font apparaître une violation des articles 19 (par. 2) et 21 du Pacte. Il suggère également au Comité de rappeler à l'État partie son obligation de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas et d'assurer à l'auteur un recours utile.

**Observations de l'État partie sur la recevabilité**

4.1 Dans une note verbale datée du 26 septembre 2011, l'État partie affirme tout d'abord qu'il n'existe selon lui aucun fondement juridique à l'examen de la communication, puisque celle-ci a été enregistrée en violation de l'article premier du Protocole facultatif. Il soutient que les recours internes disponibles n'ont pas tous été épuisés comme l'exige l'article 2 du Protocole facultatif puisque aucun recours n'a été formé auprès du Bureau du Procureur au titre de la procédure de contrôle. L'État partie affirme en outre que l'auteur n'a pas usé de la possibilité de s'adresser directement au Président de la Cour suprême en vertu de l'article 12.11 (révisé) du Code de procédure et d'application des sanctions administratives aux fins de la révision des décisions de justice prononcées à son encontre.

4.2 Dans une note verbale datée du 25 janvier 2012, l'État partie fait observer qu'en adhérant au Protocole facultatif, il a accepté, en vertu de l'article premier de ce texte, de reconnaître la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui se déclarent victimes de violation par l'État partie de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte. Il fait observer cependant que cette compétence est reconnue pour autant que soient appliquées les autres dispositions pertinentes du Protocole facultatif, notamment celles qui énoncent les conditions à remplir par les auteurs des communications et les critères de recevabilité, en particulier les articles 2 et 5. L'État partie soutient que le Protocole facultatif ne fait pas obligation aux États parties d'accepter le règlement intérieur du Comité ni l'interprétation que fait celui-ci des dispositions du Protocole, laquelle ne peut être valable que lorsqu'elle est faite conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités. Il fait valoir qu'en ce qui concerne la procédure d'examen des communications, les États parties doivent s'appuyer en premier lieu sur les dispositions du Protocole facultatif et que la pratique bien établie du Comité, ses méthodes de travail et sa jurisprudence, auxquelles celui-ci renvoie, ne relèvent pas du Protocole facultatif. Il ajoute qu'il considérera toute communication enregistrée en violation des dispositions du Protocole facultatif comme incompatible avec celui-ci et la rejettera sans faire la moindre observation sur la recevabilité ni sur le fond, et que toutes décisions du Comité concernant les communications ainsi rejetées seront réputées « non valides » par ses autorités. L'État partie considère que la présente communication et d'autres dont le Comité est saisi ont été enregistrées en violation du Protocole facultatif.

**Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie**

5.1 Dans une lettre datée du 4 janvier 2012, l'auteur formule à nouveau ses griefs initiaux et se réfère expressément à l'article 21 du Pacte, affirmant qu'il y a eu violation de son droit de réunion pacifique.

5.2 L'auteur rappelle également qu'il a formé un recours contre la décision du tribunal de district auprès de la Cour suprême, au titre de la procédure de contrôle, mais qu'il a été débouté. La Cour suprême, siégeant en tant qu'organe de contrôle, a examiné son recours de manière sommaire, ce qui lui a donné à penser que la procédure de contrôle au Bélarus ne saurait être considérée comme un recours interne utile. L'auteur ne considère pas non plus qu'une procédure de contrôle de la légalité par le Bureau du Procureur constitue un recours interne utile, raison pour laquelle il n'a pas tenté d'épuiser ce recours.

5.3 L'auteur affirme en outre que son éloignement illégal du lieu où se tenait le piquet l'a empêché d'exercer son droit de réunion pacifique. Il réaffirme que la réunion était pacifique et avait pour but de faire connaître aux habitants de Vitebsk son opinion au sujet des élections présidentielles à venir.

## Délibérations du Comité

### *Défaut de coopération de l'État partie*

6.1 Le Comité prend note de l'objection de l'État partie, qui affirme qu'il n'existe aucun fondement juridique à l'examen de la communication présentée par l'auteur puisqu'elle a été enregistrée en violation des dispositions du Protocole facultatif, qu'il n'est pas tenu d'accepter le règlement intérieur du Comité ni l'interprétation donnée par celui-ci des dispositions du Protocole facultatif et que, si une décision est adoptée par le Comité en l'espèce, elle sera considérée par les autorités nationales comme « non valide ».

6.2 Le Comité rappelle que le paragraphe 2 de l'article 39 du Pacte l'autorise à établir son propre règlement intérieur, que les États parties ont accepté de reconnaître. Il ajoute que tout État partie au Pacte qui adhère au Protocole facultatif reconnaît que le Comité des droits de l'homme a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers qui se déclarent victimes de violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte (préambule et art. 1<sup>er</sup> du Protocole facultatif). En adhérant au Protocole facultatif, les États parties s'engagent implicitement à coopérer de bonne foi avec le Comité pour lui permettre, en lui en donnant les moyens, d'examiner les communications qui lui sont soumises et, après l'examen, de faire part de ses constatations à l'État partie et aux intéressés (art. 5, par. 1 et 4). Pour un État partie, l'adoption d'une mesure, quelle qu'elle soit, qui empêche le Comité de prendre connaissance d'une communication, d'en mener l'examen à bonne fin et de faire part de ses constatations est incompatible avec ces obligations<sup>1</sup>. C'est au Comité qu'il appartient de déterminer si une communication doit être enregistrée. Le Comité relève que, en n'acceptant pas sa compétence pour ce qui est de l'opportunité d'enregistrer une communication et en déclarant à l'avance qu'il n'acceptera pas la décision du Comité concernant la recevabilité et le fond de la communication, l'État partie viole les obligations qui lui incombent au titre de l'article premier du Protocole facultatif<sup>2</sup>.

### *Examen de la recevabilité*

7.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

7.3 Le Comité relève que l'État partie conteste la recevabilité de la communication au motif que l'auteur n'a pas saisi le Bureau du Procureur au titre de la procédure de contrôle et n'a pas demandé au Président de la Cour suprême de réexaminer les décisions prises par le tribunal à son encontre et devenues exécutoires. Le Comité renvoie à sa jurisprudence et rappelle qu'une demande de contrôle de décisions judiciaires passées en force de chose jugée présentée à un procureur ne constitue pas un recours utile qu'il faut avoir épuisé aux fins du

<sup>1</sup> Voir notamment la communication n° 869/1999, *Piandiong et consorts c. Philippines*, constatations adoptées le 19 octobre 2000, par. 5.1.

<sup>2</sup> Voir également les communications n° 1949/2010, *Kozlov et consorts c. Bélarus*, constatations adoptées le 25 mars 2015, par. 5.1 et 5.2 ; n° 1226/2003, *Korneenko c. Bélarus*, constatations adoptées le 20 juillet 2012, par. 8.1 et 8.2 ; n° 1948/2010, *Turchenyak et consorts c. Bélarus*, constatations adoptées le 24 juillet 2013, par. 5.1. et 5.2 ; et n° 1984/2010, *Pugach c. Bélarus*, constatations adoptées le 15 juillet 2015, par. 5.1 et 5.2.

paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif<sup>3</sup>. Il considère également que le dépôt auprès du président d'un tribunal d'une demande de contrôle visant des décisions judiciaires devenues exécutoires, subordonné au pouvoir discrétionnaire d'un juge, constitue un recours extraordinaire et que l'État partie doit montrer qu'il y a des chances raisonnables qu'une telle demande assure un recours utile dans les circonstances de l'espèce<sup>4</sup>. Toutefois, l'État partie n'a pas indiqué si, dans des affaires concernant le droit à la liberté d'expression et/ou de réunion, les demandes de contrôle adressées au Président de la Cour suprême au titre de l'article 12.11 du Code de procédure et d'application des sanctions administratives avaient abouti et, dans l'affirmative, dans combien de cas. Le Comité relève par ailleurs que l'État partie n'a pas remis en cause l'explication fournie par l'auteur qui affirme avoir saisi la Cour suprême deux fois au titre de la procédure de contrôle, en vain<sup>5</sup>. Dans ces circonstances, le Comité considère que les dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif ne font pas obstacle à l'examen de la présente communication.

7.4 Le Comité considère que l'auteur a suffisamment étayé, aux fins de la recevabilité, les griefs qu'il tire des articles 19 (par. 2) et 21 du Pacte. Il déclare cette partie de la communication recevable et procède à son examen quant au fond.

#### *Examen au fond*

8.1 Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité a examiné la présente communication en tenant compte de toutes les informations qui lui ont été communiquées par les parties.

8.2 Le Comité doit déterminer si le fait que l'auteur a été arrêté par des policiers alors qu'il se tenait dans la rue Lénine avec une autre personne, portant une pancarte où figurait l'inscription « Boycottez » pour exprimer ses vues civiques et politiques à propos des élections présidentielles à venir, et qu'un tribunal lui a ensuite infligé une amende administrative a constitué une violation des droits de l'auteur au titre des articles 19 (par. 2) et 21 du Pacte.

8.3 Le Comité rappelle que le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte fait obligation aux États parties de garantir le droit à la liberté d'expression, qui comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite ou imprimée. Il renvoie à son observation générale n° 34 (2011) sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression et plus particulièrement au paragraphe 2 de cette observation, où il indique que la liberté d'opinion et la liberté d'expression sont des conditions indispensables au développement complet de l'individu. Elles sont essentielles pour toute société et constituent le fondement de toute société libre et démocratique.

8.4 Le Comité fait aussi observer que le droit de réunion pacifique, garanti par l'article 21 du Pacte, est un droit de l'homme fondamental, en ce qu'il est essentiel à l'expression publique des points de vue et opinions de chacun et qu'il est indispensable dans une société démocratique. Ce droit comprend le droit d'organiser des réunions et des manifestations pacifiques pour afficher son soutien ou son opposition à une cause et le droit d'y participer.

<sup>3</sup> Voir les communications n° 1873/2009, *Alekseev c. Fédération de Russie*, constatations adoptées le 25 octobre 2013, par. 8.4, et n° 1985/2010, *Koktish c. Bélarus*, constatations adoptées le 24 juillet 2014, par. 7.3.

<sup>4</sup> Voir les communications n° 836/1998, *Gelazauskas c. Lituanie*, constatations adoptées le 17 mars 2003, par. 7.4 ; n° 1851/2008, *Sekerko c. Bélarus*, constatations adoptées le 28 octobre 2013, par. 8.3 ; n° 1919-1920/2009, *Protsko et Tolchin*, constatations adoptées le 1<sup>er</sup> novembre 2013, par. 6.5 ; n° 1784/2008, *Schumilin c. Bélarus*, constatations adoptées le 23 juillet 2012, par. 8.3 ; et n° 1814/2008, *P. L. c. Bélarus*, décision d'irrecevabilité du 26 juillet 2011, par. 6.2.

<sup>5</sup> Voir par. 2.3 ci-dessus.

8.5 Le Comité souligne que le refus d'autoriser l'auteur, avec d'autres personnes, à exprimer pacifiquement son opinion en tenant un piquet dans le but d'attirer l'attention du public sur sa position politique en faveur du boycott des élections présidentielles a constitué une restriction du droit de l'auteur de diffuser des informations et de sa liberté de réunion. En conséquence, le Comité doit déterminer si les restrictions imposées aux droits de l'auteur en l'espèce sont justifiées au regard du paragraphe 3 de l'article 19 et de la deuxième phrase de l'article 21 du Pacte.

8.6 Le Comité rappelle que les droits énoncés au paragraphe 1 de l'article 19 du Pacte ne sont pas absolus et que le paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte autorise certaines restrictions, qui doivent toutefois être fixées par la loi et être nécessaires a) au respect des droits ou de la réputation d'autrui ou b) à la sauvegarde de la sécurité nationale et de l'ordre public, ou de la santé ou la moralité publiques. Le Comité fait observer que toute restriction de l'exercice des droits consacrés au paragraphe 2 de l'article 19 doit répondre aux critères stricts de nécessité et de proportionnalité et être en rapport direct avec l'objectif spécifique qui les inspire<sup>6</sup>. Il fait observer en outre que le droit consacré à l'article 21 ne peut faire l'objet d'aucune restriction autre que celles imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sécurité publique et de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. Lorsqu'un État partie impose des restrictions au droit de réunion des particuliers afin de concilier celui-ci avec l'intérêt général, il doit chercher à faciliter l'exercice de ce droit et non s'employer à le restreindre par des moyens qui ne sont ni nécessaires ni proportionnés. L'État partie est donc tenu de justifier la limitation du droit garanti à l'article 21 du Pacte.

8.7 À cet égard, le Comité relève que l'État partie n'a présenté aucune observation sur le fond de la présente communication et que, dans ces circonstances, il convient d'accorder le crédit voulu aux allégations de l'auteur. Le Comité relève que l'auteur a été arrêté alors qu'il exprimait son opinion sur une question d'ordre politique et qu'il a été condamné à une amende parce qu'il n'avait pas été obtenu d'autorisation préalable auprès des autorités locales pour la tenue du piquet. Le Comité considère que les autorités ont par là restreint le droit de l'auteur d'avoir et de partager des opinions politiques concernant le boycott des élections présidentielles ainsi que son droit de se réunir pacifiquement avec d'autres personnes dans un lieu de son choix. Le Comité relève, au vu des éléments du dossier, que les autorités et les tribunaux de l'État partie n'ont pas expliqué en quoi, précisément, les restrictions imposées au droit à la liberté d'expression et au droit de réunion pacifique de l'auteur étaient justifiées conformément au paragraphe 3 de l'article 19 et à la deuxième phrase de l'article 21 du Pacte<sup>7</sup>. À ce sujet, le Comité rappelle que c'est à l'État partie qu'il incombe de démontrer que les restrictions imposées étaient nécessaires en l'espèce<sup>8</sup>.

8.8 Dans les circonstances de l'espèce et en l'absence de toute autre information pertinente communiquée par l'État partie pour justifier les restrictions imposées au regard du paragraphe 3 de l'article 19 et de la deuxième phrase de l'article 21 du Pacte, le Comité conclut qu'il y a eu violation des droits que l'auteur tient des articles 19 (par. 2) et 21 de cet instrument.

9. Le Comité, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif, constate que les faits dont il est saisi font apparaître une violation par le Bélarus du paragraphe 2 de l'article 19 et de l'article 21 du Pacte.

<sup>6</sup> Voir l'observation générale n° 34 (2011) du Comité relative à la liberté d'opinion et la liberté d'expression, par. 22. Voir également, par exemple, *Turchenyak et consorts c. Bélarus*, par. 7.7.

<sup>7</sup> Voir, par exemple, *Turchenyak et consorts c. Bélarus*, par. 7.8.

<sup>8</sup> Ibid.

10. Conformément au paragraphe 3 a) de l'article 2 du Pacte, l'État partie est tenu d'assurer à l'auteur un recours utile. Cela signifie qu'il doit accorder pleine réparation aux personnes dont les droits garantis par le Pacte ont été violés. Par conséquent, l'État partie est notamment tenu de rembourser à l'auteur les frais de justice qu'il a engagés et de lui octroyer une indemnisation adéquate. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas. À cet égard, le Comité souligne à nouveau que l'État partie devrait revoir sa législation, en particulier la loi du 30 décembre 1997 relative aux manifestations collectives, telle qu'elle a été appliquée en l'espèce, afin de garantir le plein exercice sur son territoire des droits consacrés aux articles 19 et 21 du Pacte<sup>9</sup>.

11. Étant donné qu'en adhérant au Protocole facultatif, l'État partie a reconnu que le Comité a compétence pour déterminer s'il y a ou non violation du Pacte et que, conformément à l'article 2 du Pacte, l'État partie s'est engagé à garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits reconnus dans le Pacte et à assurer un recours utile et exécutoire lorsqu'une violation a été établie, le Comité souhaite recevoir de l'État partie, dans un délai de cent quatre-vingts jours, des renseignements sur les mesures qu'il aura prises pour donner effet aux présentes constatations. L'État partie est invité en outre à rendre celles-ci publiques et à les diffuser largement dans le pays en biélorusse et en russe.

---

---

<sup>9</sup> Voir, par exemple, *Sekerko c. Bélarus*, par. 11, *Turchenyak et consorts c. Bélarus*, par. 9, et communication n° 1790/2008, *Govsha et consorts c. Bélarus*, constatations adoptées le 27 juillet 2012, par. 11.